

LAURE LAVALETTE : « On ne peut pas aider la terre entière ! » (BFMTV)

25 min · Rassemblement National

L 'or la valette, qu 'est -ce que vous dites, vous ? Toller, c 'est une honte ou alors tout simplement, à la vie des choses qui sont de l 'ordre de la liberté d 'expression ? Non, je

dis que Priscate Eveno ne loupe pas quand même une occasion de se faire un de ses petits camarades. Et je trouve qu 'on a quand même du mal à penser qu 'Aurore Berger cautionne un racisme décomplexé, s 'il en était. C 'est mon adversaire politique. Je trouve que le procès qu 'on lui fait n 'est pas le bon. Je trouve qu 'on a l 'impression que ça tourne en boucle sur les côtés sémantiques. En fait, la question, c 'est pas ça. Est -ce qu 'il y a une submersion migratoire en France ? Je pense que oui. Quand vous avez 500 000 titres de séjour légaux par an, ben oui, il y a une submersion migratoire. Est -ce que les Français la cautionnent ? Je ne pense pas. Ils ne sont pas d 'accord avec cette politique d 'immigration. Est -ce que, avec le référendum qu 'on va mettre en place si jamais on gagne ce référendum sur le droit des étrangers qu 'on veut mettre dans la Constitution pour avoir les outils, pour pouvoir lutter et graver dans le marbre de notre Constitution, pouvoir lutter contre cette immigration massive, voilà, oui, évidemment, si nous gagnons. Je trouve que le procès qui est fait à Aurore Berger n 'est pas le bon.

Grand -Caiadie Allo, votre réponse ? Je crois que c 'est une polémique qui est amplement justifiée, étant donné que, pour le rappeler, Aurore Berger est en charge de la lutte contre les discriminations et contre le racisme, que la théorie du grand remplacement est une théorie qui est complotiste, qui est raciste, qui a été une théorie qui a utilisé un terroriste, qui a commis un attentat à Christchurch en Nouvelle -Zélande, qui s 'était inspiré de cette théorie du remplacement parce qu 'il avait séjourné en France, et ça a été pour lui la justification d 'un crime qu 'il a commis dans une communauté musulmane, dans une mosquée en Nouvelle -Zélande. Le grand remplacement, c 'est l 'idée selon laquelle des personnes viendraient du continent africain volontairement pour remplacer la population autochtone indigène blanche européenne. C 'est une théorie qui est extrêmement raciste. D 'ailleurs, quand je vous entends parler de submersion migratoire, je sais que vous dites que les débats sémantiques sont secondaires, mais parler de submersion, c 'est laisser entendre que le nombre de personnes immigrées dépasserait le nombre de personnes locales. C 'est l 'idée qu 'on est quand même submergé par un nombre conséquent de personnes. On est submergé, mais ça ne veut pas dire que ça nous dépasse. Nous ne sommes pas submergés par les personnes immigrées. Le terme même de submersion est déshumanisant. En fait, on a l 'impression de voir une vague monolithique de gens qui ne seraient pas des êtres humains. Ce sont des milliers de personnes qui ont des raisons individuelles de venir, comme nous, parfois, nous pouvons décider d 'immigrer par ailleurs, parce qu 'il y a énormément de Français qui participent aussi à l

'immigration internationale. Ça ne vous a pas échappé que c 'est un terme que nous n 'employons jamais au Rassemblement national. Absolument jamais. Vous ne l 'entendrez jamais dans ma bouche. C 'est un terme que je n 'aime pas, qui ne me convient pas. Le grand remplacement, vous parlez. Mais c 'est un terme raciste pour vous ? C 'est un terme qui ne me convient pas. C 'est un

terme qui a été employé par Éric Zemmour, pendant la campagne de 2022. C 'est lui qui l 'a théorisé. Je suis d 'accord avec vous ? Vous ne l 'avez jamais... Probablement qu 'on le laisse

à d'autres, mais ce n'est pas un terme qui me parle. Par contre, effectivement, là où on n'est pas tout à fait d'accord, quand on voit les images, par exemple à Ceuta, oui, il y a une vague, oui, il y a une submersion migratoire. Vous, vous pouvez trouver que c'est une chance. Moi, je trouve que ça n'est pas le cas. Globalement, beaucoup de Français sont d'accord avec moi, puisque 60 % des Français pensent qu'il y a un problème avec cette politique migratoire. En plus, ça fait très longtemps qu'on n'a pas demandé aux Français ce qu'ils en pensaient vraiment. Et c'est vrai que ça sera, j'allais dire, une des questions majeures aussi, au moment de cette élection présidentielle. Et c'est aussi la raison pour laquelle on voudra, si Marine Le Pen gagne, mettre ce référendum sur la politique migratoire une fois que nous aurons gagné. Mais si nous le perdons, ça veut dire que vous auriez plus de gens qui pensent comme vous, Madame Dialo. On va orienter

le débat différemment pour qu'on comprenne véritablement ce qui est en jeu. Est-ce qu'il y a, et là je vais vous laisser défendre vos points de vue, un basculement démographique ? On ne parle pas de la théorie du grand remplacement. Est-ce que vous, vous estimez qu'il y a un basculement démographique ? Tout à l'heure, nous serons avec la députée de Mayotte, Estelle Youssouffa, qui va agir. On représentera de nouveau la situation Mayotte, mais est-ce que vous estimez que dans certaines communes et en France plus également, il y a un basculement démographique

? En fait, ce qui est sûr, c'est que vous ne pouvez pas accueillir 500 000 immigrés légaux par an, donc là je parle que d'immigration légale, il y a aussi une immigration illégale, sans que ça ne change quand même un peu le paysage de votre pays. Vous voyez, vous parliez d'Aurore Berger des luttes contre la discrimination. Quand vous voyez que le ministère de l'égalité entre les hommes et les femmes fait une affiche pour lutter contre l'excision, excusez-moi de vous dire que ça, c'est quand même importé par l'immigration. L'excision n'est pas une coutume gallo-romaine. Vous voyez, ça n'existait pas, c'est bienvenu avec des gens qui arrivent sur notre sol, avec une culture qui n'est pas la nôtre. Quand vous êtes obligé de mettre avec des pictogrammes qu'on ne peut pas violer les femmes et qu'on ne peut pas déféquer dans la rue, c'est que ça pose aussi une vraie question. Les viols, il y en a toutes

les 7 minutes, toutes les 2 minutes, ce ne sont pas les personnes immigrées qui sont à l'origine des viols.

75 % des mineurs qui sont déferés devant le parquet de Paris sont des mineurs étrangers. C'est la réalité qui nous rattrape. On peut le déplorer, j'aimerais que ce soit différemment, mais c'est vrai que oui, ça change un peu notre pays, et c'est vrai que moi, ma famille politique fait le lien entre l'immigration et l'insécurité dans certains domaines. C'est indéniable, il suffit d'avoir des yeux pour voir. Je pense que pour le coup, les Français sont d'accord avec nous.

La réponse en cas de dialogue, puis Bruno ? Si on regarde sur le plan des statistiques, déjà au niveau européen, on est loin d'être le pays le plus accueillant en termes d'immigration. Par ailleurs, si on regarde le pourcentage de personnes étrangères en France aujourd'hui par rapport à ce qu'il y avait il y a 40 ans, le nombre n'a pas changé. Qu'un pays se transforme du fait de contact avec l'extérieur, c'est normal. Il ne se transforme pas seulement par l'immigration, c'est -à-dire que notre culture, elle se transforme aussi parce qu'on regarde Netflix, parce qu'on voyage plus, parce qu'on est sur les réseaux sociaux. C'est une transformation qui se fait de part et d'autre. Moi, ce que je trouve par exemple très intéressant, c'est que vous faites de très bons scores auprès des Français de l'étranger qui vivent par exemple au Maroc. Ces Français -là sont immigrés au Maroc, mais ils nous expliquent que ce n'est pas bien qu'on ait des Français qui viennent en France. Eux bénéficient de la possibilité de s'installer dans un pays comme le Maroc, mais pensez-vous que les Marocains s'installent chez des Marocains et pensent que les Marocains ne devraient pas venir en

France. Vous voyez, on

fait des bons scores à Mayotte aussi, par exemple, on en parlera peut-être tout à l'heure. Les Français qui pensent par exemple s'installent chez des Marocains et pensent que les Marocains ne devraient pas venir en France. Vous voyez, on essaie de député sur 8 avoir été élu, ça, élu au premier tour. La question, est-ce que

c'est normal de s'installer

dans un pays étranger, de penser que ces mêmes étrangers ne devraient pas venir chez soi ? On ne sait pas pourquoi ils s'installent, peut-être qu'ils sont simplement expatriés,

expatriés, migrés, c'est la même chose. C'est tout à fait la même chose. On peut dire que ce n'est

pas les mêmes proportions quand même. Pourquoi ? Parce qu'il y a aussi des avantages pour les retraités. Je vais juste

allumer à Mme Lavallette, parce que sur le constat, je crois qu'il est réel que les Français rejettent, plutôt aujourd'hui, la politique migratoire qui est menée pas seulement depuis Emmanuel Macron, mais depuis quelques années. Bon, c'est comme ça, sans doute qu'ils n'en acceptent plus un certain nombre de conséquences. Mais vous

dites... Je

pense que les Français n'acceptent plus cette politique migratoire. Ça, c'est vrai, c'est le premier point. Deuxième point, vous dites que à un moment, il faudra changer les choses, 500 000 immigrés qui rentrent dans le pays. Mais nos voisins sont un peu dans la même situation. Je pense notamment à l'Italie, qui finalement, qui a le pouvoir, est plus proche du vôtre, qui a régularisé 450 000 personnes. Mais pardonnez-moi, on peut

prendre l'exemple de l'AFD et voir le résultat. Bien sûr, l'exemple de l'AFD. Pourquoi ? Parce qu'il y

a aussi des besoins économiques. Et que l'Italie ne fait pas d'enfants. Et que l'Italie ne fait pas la France. La France fait moins d'enfants, mais c'est pas terrible. J'ai une politique de natalisme, vous allez voir. Oui, ça, je le reconnais, c'est à si. Mais ce que je voulais savoir, c'est comment vous faites pour répondre aussi aux patronats qui, par exemple, étaient d'accord pour qu'il y ait des quotas sur certains métiers dont on n'a jamais vraiment... Enfin, on a eu l'Alice, mais c'est eux qui le demandent aussi.

Alors, oui et non, parce que... On s'arrête. Non, non, allez-y, allez-y. Dans la dernière polémique, souvenez-vous, finalement, il y avait des patrons qui disaient que c'est vrai que c'est un problème aussi, parce que ça fait chuter les salaires à la baisse. Parce que l'immigration clandestine, parce qu'on parle un peu de ça quand même, il y a énormément de sans-papiers qui travaillent dans les restaurations à Paris, par exemple. Et on nous dit qu'il faut les régulariser. Mais comme c'est une main-d'œuvre qui est moins chère, vous imaginez bien aussi qu'au bout d'un moment, ils seront remplacés par d'autres qui n'auront pas de papier. Et c'est sans fin. On ne peut pas aider la Terre entière. On a un problème. Il faut que cette politique sociale, qu'on a déjà du mal à faire vivre, vous avez vu l'état de précarité dans lequel vit les Français, il faut la réserver aux simples Français. Et je pense que si on la réserve aux simples Français, ça va de fait assécher quand même ces 500 000 immigrés qui vont venir. C'est le

centre du débat, c'est pas pour ou contre l'immigration.

Les restaurants, ça marchait aussi avant qu'il y ait 500 000 immigrés qui rentrent par an. Il y a une sorte de coût du travail aussi où il faut que le travail paye. C'est un peu vertigineux parce qu'il faut s'attaquer à plein de pans de l'économie. Mais je pense qu'on peut pas faire... Regardez, c'est l'hôpital par exemple. Est-ce que vous trouvez normal, Monsieur Jouvin, que nos enfants partent en Roumanie pour faire médecine parce que notre système de médecine est absolument mal fichu ?

Vous savez très bien qu'on a fait sauter le numerus causus et que ça va pas. Et que d'ici quelques années, vous verrez ce sera le contraire. Mais pas

assez de demander à Monsieur Jouvin qui n'est pas de la famille politique et qui pourtant est médecin. Il le dit très bien, il faut libéraliser beaucoup plus. Donc nos enfants partent en Roumanie et on imposait les médecins. Pardonnez-moi, je vais recentrer

le débat. Je pense que le débat, c'est pas pour ou contre l'immigration. On est parti des propos tenus par Aurore Berger, de son explication de la polémique. Y a-t-il ou non un basculement démographique ? Je vous prends l'exemple de Mayotte. Et dans quelques instants, nous serons avec la députée de Mayotte. Voilà ce qui se passe à Mayotte. La situation migratoire est quand même singulière puisque la moitié de la population de Mayotte est étrangère. Alors, est-ce qu'on peut dans ce cas parler d'un basculement ? Y a d'un côté les flux d'arrivée, je le dis vraiment de manière pragmatique, si je puis dire, les flux d'arrivée en provenance des comorcs, pour l'essentiel. Et d'autre part, vous avez une natalité aussi qui est liée à l'immigration et l'indice de fécondité. Il est aujourd'hui à Mayotte de 4,7 enfants par femme. C'est presque le triple de la métropole. Et sur l'ensemble de naissance, on va dire, à peu près les 2 tiers le sont de mères étrangères.

La situation de Mayotte, Sonia, il faut quand même expliquer qu'elle est unique.

Pardonnez-moi, j'ai commencé par dire qu'elle est singulière. Oui, bien sûr,

vous avez raison. Elle est unique. Et effectivement, sur la situation de Mayotte, je pense qu'on est dans une situation de basculement. C'est le territoire national où il y a le plus de personnes

reconduites. C'est des gens qui ressentent ce qui se passe. C'est dans le

département français depuis 2001. Est-ce que

dans ce département -là, il y a un

basculement ? De fait, quand vous avez la moitié de la population de fait. La situation de Mayotte est vraiment singulière, elle n'est pas symptomatique de ce qui se passe dans l'ensemble du pays, dans l'Hexagone en particulier. En plus, Mayotte, c'est un territoire qui est très mal servi sur énormément de points, c'est -à-dire qu'il y a le problème d'accès à l'eau, le problème d'accès à la santé... Tout ça, nous sommes d'accord.

Les petits mahogrys doivent laisser leur place aux comoriens, ils ont moins d'heures d'instruction. Dans le classement PISA, je vous dis pas, c'est un peu d'actualité, mais ils font moins d'heures d'école qu'un enfant qui habite en Dordogne. Il y a le problème de l'eau, vous le disiez, Mme Diallo. Un problème d'accès à l'eau, un problème aussi... La moitié de ces personnes -là, la moitié de la population est étrangère, et la moitié ne devraient pas être sur le territoire parce qu'ils sont illégaux. Encha Banana, notre députée mahogryse, et Estelle Yousufa, qui ne sont pas de la même famille,

elle forme le même constat et le même sentiment d 'abandon. Elles ont écrit à Manna, à Naïm Amouchou, ministre des Outre -mer, sur l 'eau, et ils se sentent très abandonnés.

C 'est ça que je veux interroger au -delà des concepts et des théories. Sur un territoire français, une telle situation, est -ce qu 'il y a un basculement ? Est -ce qu 'on en est à ce niveau de débat ? Elle sera avec nous dans quelques instants. Estelle

Yousufa. Voilà.

- "Votre programme avec Mondoffice. Rien ne vous arrête dans vos projets. Fournitures, mobiliers et solutions de bureau, mondoffice .fr." ...

- "Bonjour, monsieur."

- "J 'arrive souvent en avance. Ca me permet de répondre à quelques mails, de préparer mon rendez -vous. Ici, je peux me poser avant de partir. Ca arrive souvent à un client décalant un rendez -vous ou une réunion se prolonge. Là, je modifie mon billet. J 'ai pas besoin de tout réorganiser. Le trajet fait partie de ma journée de travail. Grâce au service TG Inouye et à la carte liberté, mon voyage s 'adapte à moi, mes imprévus, ma réalité. Ca me permet de joindre l 'utilisable agréable.

- "Bienvenue. Installez -vous confortablement. Favorisez chaque moment. Prolongez l 'expérience à bord de nos nouveautés électriques ou hybrides et profitez de nos offres jusqu 'au 30 septembre.

- "Le

monde a une garantie de mâche corporelle. Si ça joue trop physique et qui entonce, il faut que ça soit couvert. Terrains glissants risquent de crû. Réfaites après moi. - "On vous offre un an d 'assurance scolaire si vous souscrivez à une assurance auto ou habitation. Alliance, avec vous de A à Z."

- "Ché M .G., pendant les jours hybrides, notre gamme Hybride Plus devient encore plus accessible. Optez pour la MG3, pour le MG -ZS ou encore pour le MGE -HS, aussi disponible en hybride rechargeable. Du 11 septembre au 12 octobre, profitez de remises allant jusqu 'à 6000 euros sur la gamme hybride. - "Qu 'est -ce que tu veux faire plus tard

? - "De la compta." - "T 'es sûre, ma chérie ?" - "La compta, c 'est carrément stylé. Gestion par la data, fluide et connecté. Facture électronique, pilotage par LIA. Mayonnaise soft, l 'avenir est déjà là." Mayonnaise soft.

- "Voici la muse de l 'histoire. Son père, Zeus, l 'a chargée d 'être la gardienne du passé. Mais un jour, lassée de ce monde trop figé, elle a voulu créer quelque chose de différent qui porterait son nom. Clio. - "Renaud Clio full hybride X en recharge à partir de 250 euros par mois pendant les portes ouvertes du 10 au 14 septembre, 2 mois de loyer offerts."

- "A mon Puget pour

toi, les plus forts, chaque jour." - "Tout moi, tout moi, tout moi." ...

- "Et savourez l 'été avec nos vinaigrettes Puget."

- "Belle mommate, vous avez des farts chauds ?" - "Et autour de moi, autour de toi..." ... - "C 'est bon, le poisson de arrière." - "Les cajous sont super, sans les baves aux paprika."

- "Vous voyez les papiers du chou -fleur

?"

... -"Nouveau design plus affirmé que jamais. Nouveau KIA Nirohybride. Pensez pour tous vos besoins du quotidien et jusqu'à 930 km d'autonomie sans recharge. Nouveau KIA Nirohybride, un modèle de polyvalence. KIA. Movement that inspires. En septembre, profitez de primes jusqu'à 7 000 euros sur la gamme hybride KIA et toujours de la garantie 7 ans.

-"Dossier de store hybride est à partir de 239 euros par mois. Vénécie de 2 mois de loyer offert durant les portes ouvertes du 10 au 14 septembre."

... -"Chez le Roi

Merlin, la rénovation énergétique, c'est notre métier. Avec mon parcours rénovation, nos experts vous accompagnent tout au long de votre projet. Le Roi Merlin, on peut tout construire ensemble, même l'avenir."

... ..

-"Résium Ituelle accompagne les petites entreprises, même en cas de gros pépins."

...

-"Découvrez les contrebandiers au cinéma. Ethan Hawke et Russell Crowe dans le dineritier de leur revenante. Captivants, phénoménals. Les contrebandiers exclusivement au cinéma."

...

-"Votre programme avec MyUnisoft. Solutions augmentées pour experts comptables TPE -PME."

... -"Merci d'être avec nous. Les propos d'une ministre, en l'occurrence, Aurore Berger, en charge de la lutte contre les discriminations qui ont provoqué un tollé. Mais qu'a-t-elle vraiment dit Aurore Berger ? La question lui a été posée sur la théorie du grand remplacement et la question lui a été posée de savoir si ça tombe sous le coup de la loi. Non, a-t-elle dit, on peut en débattre. Ça ne veut pas dire qu'elle ne la combat pas. C'est important, alors que tout le monde dans son camp, lui, tombe à bras raccourcis dessus. Elle a dit qu'elle, de son point de vue, il faut la combattre, pardonnez-moi, mais que ses opposants, ses adversaires, notamment du côté de Reconquête, peuvent en parler. Nous sommes avec Estelle Lussouffat, députée Lyotte de Mayotte. Merci, Estelle Lussouffat, d'être avec nous. Depuis tout à l'heure, on évoque ce sujet et finalement la question d'une bascule démographique liée à l'immigration. Nous avons pris un exemple. Il est vrai que c'est une situation singulière, celle de Mayotte. On a rappelé les chiffres, la difficulté. Est-ce que vous vous dites que ce sont des débats dépassés, qu'on n'en est plus à parler de rhétorique ? Je pense effectivement

que la situation à Mayotte, au-delà des débats sémantiques, c'est plus de la moitié de la population étrangère. 80 % des naissances sont le fait de mères étrangères. Mais surtout, ce qui est vraiment très particulier et spécifique à Mayotte, c'est que le projet migratoire s'inscrit dans un projet politique. C'est l'instrumentalisation des flux migratoires par les commords qui revendiquent le territoire de Mayotte et renversent la démographie de notre île. C'est les commords qui renversent le droit du sol, renversent notre droit pour envoyer leur population à Mayotte et contester la souveraineté française dans notre département. Je pense aussi qu'il faut avoir vraiment regardé la situation telle qu'elle est à Mayotte. C'est -à-dire que face à une explosion démographique qui est purement migratoire, nos services publics ne suivent pas. On est un territoire qui est structurellement... sous-équipés, c'est

certain, qui n'a pas bénéficié de la solidarité nationale pour construire plus qu'un hôpital, il n'y a pas assez de production en eau potable, il n'y a pas assez d'écoles, il n'y a pas assez de routes, mais ce qui est certain c'est que quand vous avez 80 % des élèves au collège, au lycée qui sont étrangers, qui sont pour la plupart arrivés en Kwasu ou qui sont un projet de scolarisation ou pour obtenir la nationalité, vous pouvez construire tant et plus d'écoles à Mayotte, si le projet des commords voisins c'est de faire sous-traiter l'éducation nationale dans notre département, on n'y arrivera jamais. De la même manière, quand vous êtes dans notre seul hôpital, le CHM, avec 90 % des patients qui sont étrangers, qui ne payent aucun soin, aucun soin et qui sont traités prioritairement parce qu'ils sont dans un état de santé gravissime, vous avez mécaniquement un phénomène d'éviction pour nous les Français de Mayotte à qui on dit, allez vous soigner à l'extérieur, c'est ça la réalité. Moi je suis désespérée des débats qui peut y avoir dans l'hexagone qui sont complètement décorrélés de la réalité, évidemment les mots ont le sens, il est important de pouvoir nommer les choses. À Mayotte, le projet migratoire, c'est l'instrumentalisation des flux migratoires par les commords qui revendiquent notre territoire et on est arrivé à un renversement démographique qui est catastrophique, on est en train de perdre la souveraineté sur notre île et ce n'est pas votre servante qui le dit, c'est les commords qui le revendiquent, qui le clament dans les colonnes du Figaro, sur France 24, qui vont à l'ONU pour le dire et qui, dans la douche du président comorien, renvoient à

la population à Mayotte. À partir de là, restez avec nous parce que là encore, cela renvoie à des propositions, une proposition en pleine campagne présidentielle, ce qu'a dit le candidat Bruno Rotaillot, il a eu cette phrase, pourquoi ce qui est bon à Mayotte, a-t-il dit, ne le serait pas sur le sol national et le candidat LR veut supprimer le droit du sol en France par référendum. Je vois que vous avez cherché un souverain. Pardon, le

ministre Rotaillot, je rappelle qu'il a quand même été aux affaires, quand il était aux affaires, le ministre Rotaillot n'a strictement rien fait sur la question. Ce que pose Mayotte, c'est la question de l'impuissance publique érigée en politique. Ce n'est pas possible. Ce que Mayotte pose au reste du pays, c'est de dire si dans un territoire de 375 kilomètres carrés, vous n'arrivez pas à protéger les frontières, vous n'arrivez pas à changer les lois pour faire face à la réalité, là vous avez un problème que vous n'arriveriez pas à régler au niveau national. Si c'est un tout petit territoire comme

ça, on n'y arrive pas, ce n'est pas possible. Mais est-ce que vous dites tellement, je veux dire, ça tombe sous le sens. Je pose la question à la valette Hirokaya Diallo, supprimer le droit du sol, pas seulement à Mayotte, mais sur tout le reste du territoire. Je

lui propose de nous rejoindre, puisque c'est évidemment une proposition du Rassemblement national depuis longtemps. Je rejoins ma collègue, Aselius Souffat, Bruno Rotaillot a été au gouvernement, il n'a rien fait, c'est le problème des LR, qui parlent comme nous en campagne électorale et qui une fois qu'ils ont un peu des responsabilités, ne font pas ce qu'ils disent. Je vous rappelle quand Nicolas Sarkozy était au Mayenne, il a fait rentrer plus d'immigrés légaux par an que Lionel Jospin, ça pose une vraie question. Je me souviens, il y a deux, trois ans, un jour de niche, les LR mettent à l'ordre du jour la fin des accords de 68, qui pourrait quand même un peu nous aider à régler la question de l'immigration algérienne. Moins d'un tiers de leur groupe était dans l'hémicycle pour le voter, leur propre texte. Donc voilà, ça fait très longtemps que j'ai fini d'avoir confiance, et d'ailleurs les Français aussi, on n'a qu'à voir les mauvais sports de l'air. Je vais

vous faire réagir, c'est à dire que Mayotte, si vous estimez qu'une mesure appliquée à Mayotte peut s'appliquer sur le reste du territoire, Bruno, vous estimez que Mayotte préfigure de ce qui pourrait arriver en France

? Moi, je pense que tout à l'heure, il y avait un débat sur les mots « submersion migratoire » par « submersion migratoire ». Mayotte est en situation de submersion migratoire, c'est absolument incontestable, et ça a bien été décrit par Mme Youssouffa. Et sans doute que la mesure de suspension du droit du sol sur ce territoire, qui a d'ailleurs été émise par François Barouin, je crois, au début des années 2000, quand il a été émise de l'outre-mer, est peut-être une solution nécessaire. Après comparer la situation de Mayotte et l'extrapoler à la situation de l'Exagoun, moi, je pense que c'est une situation différente. Ce qui se passe à Mayotte... Même si l'immigration

corporeenne peut passer par La Réunion, une finée en France. Oui,

mais pour l'instant, elle va rester à Mayotte et peut-être à La Réunion, mais pas tellement... Juste un petit parallèle, je

pense qu'on peut faire. Bonojeni, dites-moi si je me trompe, mais quand vous accueillez 500 000 personnes par an de façon légale, et il y a à peu près 900 000 clandestins, enfin c'est le problème des clandestins, on doit savoir combien ils sont, mais ça fait 2 millions de gens en 4 ans, donc c'est la ville de Toulouse tous les ans, ça pose aussi un problème d'infrastructure. Enfin, je veux dire, ces gens-là, ils sont là, il faut les soigner. On a un problème hospitalier, on a un problème d'école. Vous voyez ce que je veux dire, c'est que ce n'est pas neutre. On ne peut pas recevoir des gens, en plus avec une culture différente, sans que ça ne pèse, j'allais dire, à l'avoir

sur les

infrastructures, sur notre culture, sur notre mode de vie.

C'est pour ça qu'il faut réfléchir, ça a plusieurs fois été évoqué, et finalement, ça s'est perdu dans les promesses des différents candidats. La question des quotas, il faut y réfléchir, parce qu'il y a des métiers où il y a besoin du monde.

C'est 13 % l'immigration de travail, 13 % c'est rien. Mais

déjà régulé de l'émission.